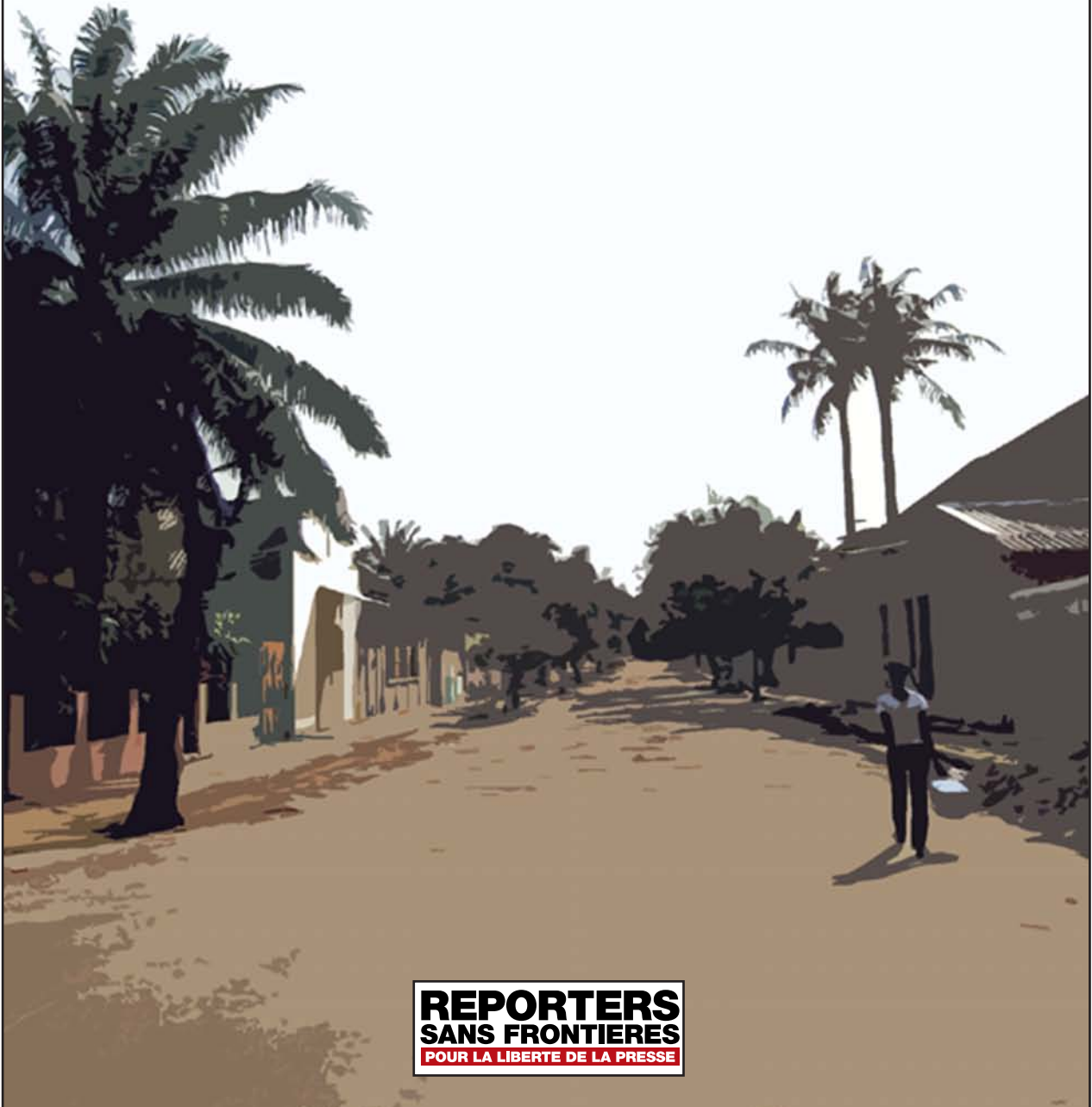


GUINÉE-BISSAU

Cocaïne et coup d'Etat, fantômes d'une nation bâillonnée



**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Novembre 2007

Enquête : Léonard Vincent

Reporters sans frontières - Bureau Afrique

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : afrique@rsf.org

Web : www.rsf.org

GUINÉE-BISSAU Cocaïne et coup d'Etat, fantômes d'une nation bâillonnée

Des enfants, portant le maillot bleu de l'équipe de France, jouent au football avec un ballon râpé, slalomant entre les ornières creusées dans le goudron. Deux chèvres sommeillent sous un acacia. Bissau, capitale d'un petit pays d'Afrique occidentale à peine plus grand que la Belgique, est une cité africaine langoureuse et désuète, un ancien comptoir portugais qui se désagrège avec les années. Une étrange placidité règne sur la ville. Mais tout le monde ne parle que du narcotrafic qui, paraît-il, ronge le pays comme un cancer.

Il y a deux Guinées-Bissau. Celle qui commence à l'aéroport international Osvaldo Vieira, faite de taxis délabrés, de boutiques foutraques et d'économie informelle, dirigée par un gouvernement sans moyens. Et celle que traquent la presse internationale et les limiers d'Interpol. Celle que l'on évoque à voix basse, décrivant "des Colombiens roulant en Jaguar" et "des militaires aux téléphones portables à mille dollars". Celle des livraisons nocturnes de tonnes de cocaïne, par des avions clandestins atterrissant dans la jungle, quelque part sur l'une des quatre-vingt-huit îles de l'archipel des Bijagos. Cette Guinée-Bissau là, tout le monde en parle. Tout le monde "sait des choses", mais personne ne dit rien.

Et pour cause. Les quelques journalistes bissau-guinéens qui se sont approchés de trop près des narcotrafiquants et de leurs complices, civils et militaires, ont connu des jours éprouvants. Dans le courant de l'année 2007, deux d'entre eux ont fui leur pays, où la presse semble pourtant relativement libre. Au-delà de la lourde menace qui pesait sur leur sécurité, ils savaient également, à force de se l'entendre répéter, que des révélations trop embarrassantes sur l'implication d'officiers supérieurs de l'armée dans le trafic international de cocaïne risquaient de réveiller de vieux et cruels démons. Le 7 juin 1998, le chef d'état-major des armées de l'époque, Ansumane Mané, avait levé une troupe pour renverser le président João Bernardo "Nino"



Vieira, qui l'accusait de se livrer au trafic d'armes au profit des rebelles de Casamance. Le pays plongeait alors dans onze mois d'affrontement armé aux relents ethniques et crapuleux, qui au total provoquera la mort d'au moins 15 000 civils et militaires. Quel journaliste voudrait, pour un salaire de misère, prendre le risque d'être abattu ou de précipiter les siens dans le feu de l'enfer ? Pour éviter la *vendetta* ou le coup d'Etat, la plupart des journalistes de Bissau ont choisi l'*omertà*.

"Le meilleur journaliste" est parti

Allen Yéro Emballo est allé plus loin que les autres. Il a payé le prix de l'exil forcé. "Son départ est une grande perte. Allen est le meilleur journaliste du pays", confesse un journaliste étranger qui s'est rendu de nombreuses fois en Guinée-Bissau ces dernières années. Sans doute était-ce la raison pour laquelle le contre-amiral José Américo Bubo Na Tchut, chef d'état-major de la marine, lui avait lancé, au mois de mai 2007 : "Se taire ou mourir, au journaliste de choisir". Allen Yéro Emballo, correspondant local de l'Agence France-Presse (AFP) et de Radio France Internationale (RFI), avait affirmé devant lui que certains de ses hommes agissaient en protecteurs des Colombiens.

Dans la soirée du 24 juin 2007, alors qu'il était absent, un groupe d'inconnus armés, cagoulés et portant des treillis ont fait irruption à son domicile. Tenant en respect son épouse, ses enfants et son jeune frère terrorisés, ils ont

commencé à fouiller la maison de fond en comble. Les carnets de notes, l'ordinateur, la caméra et un paquet de photographies du journaliste ont été saisis. Avant qu'ils disparaissent, l'un des inconnus s'est arrêté devant le jeune frère d'Allen Yero Emballo et lui a lancé : "Cette fois-ci, c'est son matériel qu'on emporte. La prochaine fois, ce sera sa tête."

Le légalisme du journaliste n'a pas été payant. La plainte contre X déposée le surlendemain au commissariat de Bissau n'a connu aucune suite. Le soir-même, du reste, ses mystérieux cambrioleurs l'ont mis en garde une nouvelle fois. Aux alentours de 23 heures, un appel téléphonique anonyme a répété les menaces : "Est-ce que ta femme t'a dit ce que nous lui avons dit ? La prochaine fois, c'est ta tête que nous allons emporter." Le 3 juillet, Allen Yero Emballo a reçu un appel identique, à la même heure. Ses tentatives pour identifier le propriétaire du numéro de téléphone de son interlocuteur ont été vaines. L'opérateur téléphonique l'a renvoyé vers la police qui, elle, a promis de faire le nécessaire. En réalité, rien n'a été fait.

Prévenu par de multiples sources, y compris au sein des Renseignements généraux, qu'il était temps de "se mettre au vert", le journaliste a rassemblé ses économies, envoyé sa famille à Dakar et quitté le pays discrètement, en taxi brousse, jusqu'en Casamance. "J'ai décidé de ne pas rentrer au pays tant que ma sécurité et celle de ma famille n'y serait pas garantie", clame-t-il aujourd'hui, réfugié à Paris, dans l'attente de la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui doit statuer sur sa demande d'asile politique. "Et aujourd'hui, la police est incapable de garantir la sécurité des citoyens", déclare-t-il sans hésiter.

Un été dangereux

L'été 2007, du reste, a été l'un des plus crispés pour les journalistes du pays. L'affaire Mario Sá Gomes, figure emblématique de la Ligue guinéenne de défense des droits humains (LGDH, Liga Guineense dos Direitos Humanos), a fait craindre l'irruption de nouveaux périls, tout en attirant l'attention de la communauté internationale, et notamment de la presse, sur un "narco-Etat" en devenir. Le 11 juillet, ce militant remuant, président d'une association locale "de défense des victimes d'erreurs judiciaires", a déclaré à la radio

nationale que le président de la République devait "absolument limoger" le général Batista Tagm Na Wai, chef d'état-major des armées, et opérer un "changement profond" dans tous les corps d'armée. "Le général Batista Tagm na Wai a perdu totalement le contrôle des différents corps de l'armée depuis que les hauts officiers de l'armée se sont enrichis en vendant de la drogue, a-t-il affirmé. Il en est de même pour le chef de l'Etat, Nino Vieira, qui est devenu, à la longue, l'otage des militaires. Qui plus est, le chef d'état-major des armées n'est pas sans savoir que des hauts officiers sont impliqués dans le trafic de drogue, mais jusqu'à présent aucune décision n'a été prise pour les arrêter."

Cette déclaration a provoqué la colère du général Tagm na Wai, qui a exigé des excuses publiques. Mario Sá Gomes a refusé de les lui présenter et la réplique du chef d'état-major a été celle d'un soldat outragé. Il a émis un "mandat d'arrêt" à son encontre, contraignant le militant à se cacher pendant quelques jours, puis à se réfugier dans l'enceinte du grand bâtiment de la mission locale de l'ONU, érigé au milieu d'un immense terrain en friche, à la périphérie du centre-ville.



Batista Tagm na Wai (© AFP / SEYLOU DIALLO)

"Nous l'avons hébergé pendant quelques jours au cinquième étage, le temps de trouver une solution avec les protagonistes de l'affaire", explique Vladimir Monteiro, porte-parole du bureau de l'ONU pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (UNOGBIS). La solution, ce furent des garanties de la part des militaires et de la police que le militant des droits de l'homme serait laissé en paix. Le 23 août, après que le ministre de l'Intérieur eut donné sa

parole qu'il ne serait pas arrêté, Mario Sá Gomes a quitté librement le siège de l'UNOGBIS et n'a pas été inquiété depuis.

Dans un pays dépourvu d'une administration efficace, dont le système judiciaire est plus que défaillant et où il n'existe plus de prison, une arrestation signifie soit être détenu dans la cellule exigüe de la police judiciaire, soit être enfermé quelque part dans l'une des casernes de l'armée, hors de tout contrôle du pouvoir civil. On peut comprendre qu'il y a de quoi chercher refuge auprès de l'ONU, même si la crainte d'être démasqué pourrait ne pas être la seule motivation de ces accès de colère des militaires. "Nous sommes un pays qui fait encore l'apprentissage de la démocratie, dont ni les policiers ni les militaires ne maîtrisent bien les règles, explique un universitaire bissau-guinéen souhaitant conserver l'anonymat. Il existe des lacunes immenses chez les prétendus serveurs de l'Etat, qui sont dangereuses pour les citoyens, mais qui, paradoxalement, sont aussi des espaces de liberté dont profite tout le monde... Y compris les criminels. On ne sait pas bien comment s'y prendre."



Albert Dabo

Illustration de cette ignorance — ou de ce mépris — des règles démocratiques, Albert Dabo, correspondant local de l'agence britannique *Reuters*, n'en revient toujours pas d'avoir été traqué pendant toute une journée par un commando de la Marine nationale, dirigé par leur chef, le redouté contre-amiral Bubo Na Tchut. Le 16 juillet 2007 dans la matinée, ce dernier a appelé le journaliste, lui demandant avec une apparente cordialité de se présenter à son bureau dans la journée. Mis en garde par son épouse, Albert Dabo,

qui sert fréquemment d'interprète aux équipes des médias internationaux de passage en Guinée-Bissau, a préféré se rendre au siège de la station privée *Rádio Bombolom*, pour lequel il travaille également. Sur place, ses confrères l'ont prévenu qu'une vingtaine de soldats étaient à sa recherche. Le journaliste, réfugié au siège de l'ONU, a de nouveau été contacté par le contre-amiral, qui lui a donné l'assurance qu'il n'allait "rien [lui] faire", qu'il devait "quitter le pays dans quelques heures" et qu'il souhaitait le voir "pour régler un problème ensemble". Albert Dabo a réitéré son refus de répondre à la convocation, à quoi le chef d'état-major de la marine a répliqué immédiatement : "Si je te prends, tu sauras qui je suis. Je sais ce que tu as dit aux Anglais."

Le contre-amiral Bubo Na Tchut avait été rendu furieux par la publication, dans le quotidien privé portugais *Diário de Notícias*, d'une citation extraite d'un article du magazine américain *Time*, dans laquelle il confirmait que de hautes personnalités militaires étaient impliquées dans le narcotrafic. Problème : Albert Dabo n'avait rien à voir dans cette citation, publiée des mois avant que le journaliste n'accompagne une équipe de l'agence de télévision britannique *ITN* en Guinée-Bissau. Le contre-amiral pensait, sans avoir vérifié, que l'interview qu'il avait accordé le 13 juillet au correspondant bissau-guinéen de *Reuters* et l'équipe de télévision britannique qu'il accompagnait était à l'origine de la citation compromettante.

"Le chef d'état-major s'est alors présenté au siège de *Rádio Bombolom* avec ses hommes", a expliqué Albert Dabo à Reporters sans frontières. Mais pendant de longues minutes, le contre-amiral s'est heurté au calme et à l'entêtement d'Agnello Regala, directeur et fondateur de cette radio privée respectée, qui se veut un média "qui donne la parole à tout le monde", selon le mot d'ordre de son patron. "Au bout de trois heures, j'ai quitté le siège de l'ONU. Agnello m'a rassuré en m'expliquant qu'il avait fait comprendre au militaire que le mieux était qu'il porte plainte", conclut Albert Dabo, qui est poursuivi pour "diffamation", "violation de secrets d'Etat", "abus de la liberté de la presse", "dénonciation calomnieuse" et "collusion avec des journalistes étrangers". Il est menacé d'emprisonnement s'il est reconnu coupable au terme de son procès. "Oui, la loi bissau-guinéenne prévoit des peines de prison, mais ça m'est égal. Ce sont ces menaces permanentes qui sont intolérables !", s'emporte-t-il.

“Le personnel politique et militaire a peur des médias”

“La situation se dégrade clairement”, s’inquiète Ricardo Semedo, directeur des programmes de la station publique *Rádio Nacional*, qui a lui aussi fait l’objet de menaces répétées par téléphone, le 7 septembre, alors qu’il se trouvait en voyage au Sénégal. “Les militaires et le narcotrafic sont les deux sujets qui valent systématiquement ce genre de ripostes, anonymes ou non.”

Même le directeur national d’Interpol, Carvalho Aucarie, reconnaît publiquement que “certains hauts responsables bissau-guinéens, individuellement, font des affaires avec les narcotrafiquants”. Mais ce n’est pas l’appareil d’Etat lui-même qui est atteint, nuance-t-il, en expliquant que, “si c’était le cas, le gouvernement paierait les salaires”.

Pour autant, la vie est calme pour les habitants de la capitale, dont les rues, contrairement à celles de nombreuses capitales ouest-africaines, ne sont pas sillonnées par des camions débordants de soldats ou de miliciens sans foi ni loi. C’est du reste le paradoxe que souligne Agnello Regala, directeur de *Rádio Bombolom*. “Nous sommes à la fois libres et opprimés. Ce contraste est très étrange. Je ne peux pas nier que le niveau d’inquiétude est très important, mais il me semble que le personnel politique et militaire a peur des médias”, explique-t-il derrière son bureau où trône une reproduction de l’instrument ancestral de communication entre les villages, creusé dans un tronc d’arbre, qui a donné son nom à sa radio.

Ancien secrétaire d’Etat à l’Information entre 1990 et 1992, le directeur de *Rádio Bombolom* est un habitué des rouages de l’appareil d’Etat. Il clame que les militaires ne l’effraient pas. “En 2002, des militaires avaient fait une descente sur la radio, menaçant de bombarder la station s’il se passait quoi que ce soit dans le pays, raconte-t-il. Je leur ai conseillé de ne pas rater leur tir. Quelques jours plus tard, plusieurs directeurs de médias privés et moi-même avons été convoqués à la télévision. Le chef d’état-major des armées avait passé son pouce sur sa gorge en parlant de nous. Je lui ai dit qu’il était facile de faire ce genre de geste lorsqu’on porte un uniforme.” Agnello Regala n’en démord pas et clame régulièrement devant les militaires que, s’il détient un jour des preuves de leur implication dans le narcotrafic, il les publiera.



Agnello Regala

Alors que son journaliste Albert Dabo était réfugié au siège de l’ONU, le directeur de *Rádio Bombolom* avait d’ailleurs lancé au contre-amiral Bubo Na Tchut : “Ne me menace pas, tu ne me fais pas peur.”

La ville de Bissau est calme et les directeurs de médias ne semblent pas apeurés. Comme tous les journalistes rencontrés par Reporters sans frontières, Fafali Koudawo, directeur de publication de l’hebdomadaire privé *Kansaré*, évoque lui aussi ces “menaces permanentes”, ces façons de faire comprendre aux journalistes qu’ils “parlent trop”. Mais il place ce climat sur le compte du microcosme qu’est Bissau. “Tout le monde se connaît, donc tout le monde sait ce que font les voisins”, explique le directeur de ce journal bien informé, qui n’hésite pas à titrer sur les collusions entre les Colombiens et les militaires. “Du coup, si l’on commençait à nommer des gens impliqués dans des affaires de corruption ou le narcotrafic, ils viendraient se venger directement. Ce tabou est une frustration immense pour nous.” Cette retenue forcée est résumée par une formule d’un fonctionnaire de l’UNOGBIS, qui se désole pour la presse locale lorsqu’elle évoque les liens obscurs entre le narcotrafic et l’armée : “Du factuel, mais pas de suivi.”

Aux yeux d’Agnello Regala, la défiance et l’adoption d’un langage aussi martial que celui des militaires est le meilleur moyen de “faire passer son message”. Pour cet ancien professeur, devenu directeur de la radio pendant la guerre d’indépendance, les militaires bissau-guinéens fonctionnent selon cette “psychologie d’anciens combattants”. Le directeur de *Kansaré*, pour sa part, se sent étrangement protégé par l’impunité qui règne dans ce petit pays pauvre et oublié, producteur de noix de cajou, dont la frange maritime

est éparpillée dans l'océan Atlantique en un archipel de jungle et de savane. "Si la justice fonctionnait et commençait à infliger de vrais châtiments, nous serions davantage exposés au danger, regrette Fafani Koudawo. Or, dans la Guinée-Bissau d'aujourd'hui, les criminels et leurs complices savent que ceux qui seraient susceptibles de les démasquer devraient faire face à leur vengeance et que celle-ci resterait impunie. C'est l'effet épouvantail."

De plus, avec 25 à 35 000 francs CFA (soit 38 à 53 euros) de salaires moyens par mois, les journalistes de Bissau n'ont pas envie de jouer les héros. "Ce n'est pas le courage qui nous manque, c'est la récompense. Pourquoi risquer sa peau pour des cacahuètes ?", s'emporte Enfamara Cassama, ancien journaliste de *Rádio Bombolom* qui travaille aujourd'hui pour la mission locale de l'ONU. De plus, selon un journaliste de la capitale, "contre un kilo de cocaïne, on peut avoir une Mercedes".

Pas de menottes à la PJ

Ce dilemme taraude de nombreux Bissau-Guinéens et, notamment, les inspecteurs de la police judiciaire. Encore un paradoxe de ce paradis inquiétant, les hommes théoriquement en charge de la lutte contre la riche-pieux du narcotrafic travaillent dans un dénuement absolu. Pas de menottes, un seul véhicule, deux cellules crasseuses et une soixantaine d'inspecteurs pour un pays de 1,6 million d'habitants et de 36 000 km². Sans compter le plus important flux de cocaïne en Afrique, en provenance des *selvas* colombiennes et organisé par les cartels les plus dangereux et les mieux armés du monde.

"Les côtes, les enclaves, les nombreux bras de fleuves qui sillonnent notre pays et que



connaissent bien les trafiquants commencent à être envahis", raconte Lucinde Gomes Barbosa Aucarie, directrice de la PJ, dans son petit bureau délabré du centre-ville de Bissau. Pour cette femme souriante d'une quarantaine d'années, la situation du pays est d'autant plus "préoccupante" que la Colombie, puissance exportatrice malgré elle, n'a donné "aucun signal" à la police bissau-guinéenne. "Aucun contact, pas un mot, rien", déplore-t-elle devant l'envoyé spécial d'une station privée colombienne, *Rádio Caracol*, qui découvre, effaré, l'ampleur du désastre. Jeune journaliste dirigeant le bureau de Miami de sa radio, Ismael Trivino est venu à Bissau pour chercher à comprendre "pourquoi les gens de mon pays ne savent même pas situer la Guinée-Bissau sur une carte, alors que plusieurs Colombiens ont été arrêtés ici et qu'à l'évidence, le narcotrafic colombien a trouvé ici une plateforme de débarquement idéale".

La nouvelle de l'arrestation, en août 2007, de deux ressortissants colombiens en possession d'environ 95 000 euros, 1,5 million de francs CFA, deux grenades, un pistolet, un fusil-mitrailleur AK-47 et du gaz neutralisant, n'était manifestement pas parvenue à Bogotá. Juan Pablo Camacho et Luis Fernando Ortega Mejia, officiellement employés par une compagnie de construction, ont été interpellés par la PJ dans le quartier populaire de Barrio Militar.

Une visite rapide du complexe quasiment désert de la police judiciaire, situé sur l'avenue qui relie la ville à l'aéroport, révèle à quel point le service chargé de lutter contre le narcotrafic est impuissant. Ce qui est censé tenir lieu de quartier-général se résume à une poignée de bureaux pauvrement meublés, alignés sous des arcades, le long d'une cour en terre où patientent quelques inspecteurs sans armes. Juste après une pièce nue, ouverte sur la rue, où le public est reçu, une porte en fer est bouclée à double tour, au milieu d'un mur violet. L'ordre de "stopper à 5 mètres" est peint à même le béton. "Ce sont les deux seules cellules dont nous disposons, explique un policier. Une pour les hommes, une pour les femmes. Chacune peut contenir environ vingt personnes. Ce sont les familles qui leur apportent à manger." Quelques prisonniers sont extraits de la cellule, sous le soleil moite de l'après-midi. Alignés, torse nu, devant le mur, ils sont autorisés à prendre les assiettes de riz que leur ont amenées leurs proches. En sueur, le visage fermé, les hommes mangent, se lavent le visage et retournent dans la pièce étouffante et nauséabonde où ils attendent, sans illusions, l'avancée de leurs dossiers. De l'autre côté de

la cour, à l'ombre, derrière le 4x4 de la directrice, un inspecteur boit une bière, un fusil à la main, seule manifestation visible de la force armée dans cette enceinte dépeuplée.



La directrice de la PJ insiste pour dire que les Colombiens ont été "traités comme tout suspect" et que ses hommes ont suivi, jusqu'au bout, la procédure légale. Juan Pablo Camacho est resté douze jours en détention et a fini par être relâché le 4 septembre 2007, contre le paiement d'une caution de 15 millions de francs CFA (environ 23 000 euros). Son complice a été libéré cinq jours plus tard, dans des conditions similaires. Ils vivent encore, à ce jour, librement, dans le Barrio Militar.

Lorsque ce ne sont pas des Colombiens qui sont arrêtés dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic, ce sont des militaires bissau-guinéens. Et l'appareil policier du pays est peut-être encore plus impuissant, face à des cas aussi sensibles que la complicité d'officiers dans le narcotrafic international. Le 4 avril 2007, le capitaine Rui Na Flack et le lieutenant Augusto Armando Balanta ont été arrêtés par la PJ en possession de 635 kilos de cocaïne. Détenus pendant quelques heures, ils ont finalement été relâchés sur ordre du chef d'état-major de l'armée, le général Tagm Na Wai, qui s'était pour l'occasion mystérieusement auto-investi de pouvoirs judiciaires exceptionnels.

Démunie, sans argent pour payer ses indicateurs ou l'essence de leurs inspecteurs, la police judiciaire gère donc les affaires courantes comme elle le peut. "La police judiciaire a des pouvoirs d'investigations spécifiques et rien de plus", explique la ministre de la Justice, Carmelita Barbosa Pires, qui a la tutelle sur la PJ. "Les Colombiens ont été libé-

rés en vertu d'une décision judiciaire indépendante", rajoute-t-elle.

A l'image des échelles inférieures de l'administration, le ministère qu'elle dirige est indigent, même s'il est installé dans un vaste palais colonial aux murs craquelés. "Nous faisons face à d'immenses difficultés pour rendre la justice. Une réforme en profondeur est nécessaire et je souhaite la mener à bien", affirme la ministre, qui bénéficie d'une protection policière depuis l'arrestation des Colombiens. Comme les journalistes trop curieux, cette femme énergique, très respectée par le corps diplomatique, a reçu des menaces de morts par téléphone. "Au mois d'avril, nous avons formulé des demandes précises à la communauté internationale pour nous permettre de travailler à peu près correctement. Depuis, malgré des demandes répétées, nous n'avons rien reçu." A la question de savoir pour quelle raison l'aide tarde à arriver, elle répond, allusive : "C'est peut-être une question de confiance. Je ne sais pas."

Au pays des "caméléons"

Il est vrai que la communauté internationale fait preuve d'une prudence extrême. Les diplomates occidentaux en poste dans la capitale évoquent, en parlant de la situation du pays, un écheveau très complexe d'aveux et de mensonges, où les relations entre les puissants, civils ou militaires, sont teintées de questions de familles, d'ethnies et d'intérêts. C'est précisément dans cette façon qu'ont les hommes d'influence de se regarder en chien de faïence que le pays a trouvé son équilibre. Ainsi, pour stabilisée qu'elle soit, la situation est tout de même dangereuse et la pression de la communauté internationale doit réussir un mélange subtil entre la délicatesse et la fermeté.

"Tout le monde est contre le narcotrafic dans ce pays de caméléons", résume Enfamara Cassama, ancien de *Rádio Bombolom* actuellement employé par l'UNOGBIS. Dans les ministères et les casernes de cette ville à la dérive, les journalistes étrangers ont parfois du mal à savoir "qui est qui et qui fait quoi", selon la vieille antienne. Poser des questions franches se révèle souvent improductif. Le narcotrafic est partout et nulle part à la fois.

Il est vrai, comme l'avance le secrétaire d'Etat à la Communication sociale, João de Barros, que la Guinée-Bissau ne connaît pas

GUINÉE-BISSAU Cocaïne et coup d'Etat, fantômes d'une nation bâillonnée

de "répression institutionnelle", pas de "freins gouvernementaux à la liberté de la presse", malgré quelques "affaires isolées". La difficulté majeure est d'abord la pauvreté dans laquelle la presse bissau-guinéenne tente de survivre. Pour un petit pays africain, la Guinée-Bissau dispose certes d'un nombre appréciable de médias indépendants. Toutes les semaines, dans les bras des vendeurs de rue, le populaire hebdomadaire public *Nô Pintcha* rivalise avec le journal du secrétaire d'Etat, *Diário de Bissau*, la *Gazeta de Notícias*, le *Batanba de Nôbas*, un hebdomadaire créé fin 2006 et ayant survécu malgré un marché très limité, et *Kansaré*, le journal le plus avancé en termes d'investigations. La radio publique, *Rádio Pinjiguiti*, une station privée proche du chef de l'Etat, et *Rádio Bombolom* occupent les ondes avec trois radios commerciales ou communautaires (*A Voz de Kélélé*, considérée comme la "mère des radios communautaires", *Rádio Jovem* et *Rádio Nova*, la station de l'église brésilienne). A ce paysage relativement pluraliste, il convient d'ajouter la télévision publique, ainsi que les programmes pour l'Afrique lusophone de la chaîne d'informations en continu portugaise *RTP* et les services en portugais des grandes radios internationales *RFI*, *VOA* et *BBC*, ainsi que la vingtaine de radios communautaires du pays, qui servent parfois de relais pour les programmes d'information des radios nationales.

Comme l'ensemble des directeurs de médias de Bissau, le secrétaire d'Etat à la Communication sociale, João de Barros, met surtout en avant l'indigence de la presse du pays. "Nous avons des besoins considérables en équipements, en formation et en logistique, a-t-il expliqué à Reporters sans frontières. Il faut parvenir à augmenter les salaires ou, à tout le moins, à les payer régulièrement. La situation est à l'image du pays. Si rien n'est



João de Barros

fait, notre avenir risque d'être financé par le narcotrafic." Le même appel à l'aide, essentiellement matérielle, est lancé par Fafali Koudawo, directeur de *Kansaré*. "Nous sommes isolés. Nous avons besoin de matériel et de contacts avec l'extérieur", clame-t-il, à l'unisson de Vladimir Monteiro, porte-parole de l'UNOGBIS, qui résume cet appel en une formule : "De l'écho et des moyens".

Au-delà de la menace permanente que font planer les agents du narcotrafic s'ajoute donc un "manque de moyens". Cette nuance peut sembler simpliste. Mais il est vrai que la prospérité peut garantir l'indépendance d'un média envers ceux qui sont susceptibles de l'intimider. Le secrétaire d'Etat à la Communication sociale, João de Barros, reconnaît que, son "ministère de l'Information" étant logé dans un bâtiment de la Marine nationale, accolé à une caserne bondée de soldats oisifs, fait de lui la cible de "pressions dans [ses] propres bâtiments". En pointant une main lasse sur la cour de la caserne, il évoque pudiquement une "confusion institutionnelle". Mais ce n'est pas le plus problématique, selon lui. Le simple fait d'imprimer un journal dans un pays comme la Guinée-Bissau, où les employés de l'Imprimerie nationale comptent quatorze mois d'arriérés de salaires, est effectivement un tour de force.

"J'ai toujours dit aux militaires que si je détenais des preuves de leur implication dans le narcotrafic, je les publierais. Mais nous n'avons pas les moyens de faire de l'investigation", se désole Agnello Regala, de *Rádio Bombolom*, qui emploie une vingtaine de personnes, dont dix journalistes pour faire fonctionner sa station. Le maintien à flot d'une radio comme la sienne, alors qu'il n'existe pas de système national de distribution d'électricité, est une gageure. Il faut à Agnello Regala de l'ingénierie pour trouver les ressources indispensables à sa survie. Si la moitié des recettes provient de la publicité, *Rádio Bombolom* ouvre également certaines de ses tranches d'antennes, contre un loyer, à des associations ou des ONG, bissau-guinéennes ou étrangères. Ainsi, durant la visite de Reporters sans frontières, deux jeunes femmes occidentales animaient un programme pour enfants, dans l'un des deux minuscules studios climatisés de la station, hébergée dans une petite maison entourée d'un vaste jardin et surmontée d'une immense antenne. Pour soutenir *Rádio Bombolom* et la station publique, ainsi que huit radios communautaires, l'UNOGBIS participe elle aussi à cette

antenne en libre-service, en fournissant des programmes clés-en-main sur des thèmes choisis, enregistrés en créole portugais et réalisés par ses services."Nous utilisons ce moyen pour passer des messages à la population et assurer des revenus réguliers à ces médias", explique Vladimir Monteiro, lui-même journaliste et originaire du Cap-Vert.

"Pour être vraiment efficaces, notamment contre le narcotrafic, il nous faudrait combiner trois éléments indispensables, que nous ne pouvons assumer dans l'état actuel, explique Agnello Regala. D'abord, pour sensibiliser la population sur les dangers du *cocaïne business*, il faudrait que l'on puisse développer nos antennes sur l'ensemble du territoire. Ensuite, il faudrait que nos meilleurs journalistes puissent être sérieusement formés à mener des investigations et à se protéger. Enfin, il faudrait que l'on dispose de moyens financiers plus importants, pour permettre à ces derniers de travailler dans des conditions décentes." Sincères appels à l'aide ou stratégie de communication de chefs d'entreprises ? La méfiance étant une seconde nature de la corporation à Bissau, rien n'est sûr. Les "caméléons" sont partout.

L'année 2007 a été mauvaise pour la liberté de la presse en Guinée-Bissau. Tous les journalistes du pays en sont conscients. Le correspondant de l'hebdomadaire privé portugais *Expresso*, Fernando Jorge Pereira, l'un des plus obstinés, avec quelques autres, ont donc décidé de tenter d'unir la profession, pour mieux la protéger. Les 5 et 6 octobre, dans la grande salle du Centre culturel brésilien, s'est tenue une "concertation", en vue de mettre sur pied un "Observatoire de la liberté de la presse et de l'éthique journalistique (OLIEJ)". Deux jours de discussions, parfois houleuses, entre professionnels bissau-guinéens, avec le soutien de la Fédération



Ismael Trivino et Agnello Regala

internationale des journalistes (FIJ) et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), n'ont finalement débouché que sur un accord *a minima* sur un futur plan d'action. L'union est difficile.

Conclusion et recommandations

En même temps qu'une menace pour la nation bissau-guinéenne, le *cocaïne business* est un tabou national et la presse affronte ce défi les mains presque vides. De son côté, le gouvernement, hétéroclite, est tiraillé par le danger que représente une lutte frontale avec l'armée (dont les conséquences pourraient être un nouveau plongeon dans la guerre civile, voire le déclenchement d'un affrontement interethnique de grande ampleur) et les exigences de la communauté internationale, qui voit ce petit pays lusophone d'Afrique de l'Ouest se transformer peu à peu en narco-Etat, gangréné par les cartels colombiens. Ces derniers disposent toujours d'un centre de stockage et de distribution relativement pratique en Afrique de l'Ouest, étant donné la complicité active de certains ministres et militaires, ainsi que l'état de délabrement de l'administration et du tissu social du pays. Démunie et apeurée, la presse locale ne peut fournir qu'un faible éclairage sur ce "narco-Etat" embryonnaire.

Afin d'aider la Guinée-Bissau à s'extraire de cette périlleuse situation de "pays du silence", Reporters sans frontières recommande :

Aux journalistes bissau-guinéens :

De persévérer dans la stratégie d'union et d'autorégulation de la profession initiée par l'OIEJ et de comprendre que, puisqu'ils affrontent de grands périls, ils trouveront dans un tel outil un porte-voix efficace pour qu'ils soient entendus, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ;

Au gouvernement bissau-guinéen :

De fournir des signes tangibles et sérieux de sa volonté de lutter efficacement contre le narcotrafic, en veillant notamment à ce que des procès justes et transparents soient tenus pour les trafiquants déjà arrêtés, qu'ils soient civils ou militaires ;

De faire entendre sa voix lorsque les journalistes du pays sont injustement menacés par des membres des forces armées et de veiller à ce que les règles du droit soient scrupuleusement respectées, lorsqu'un conflit oppose la presse et les autorités ;

De réviser, dans un esprit démocratique, la loi sur la presse de 1991, qui n'est quasiment plus appliquée, en supprimant les peines de prison, en dégageant une ligne budgétaire conséquente pour l'aide à la presse privée, et en instituant un organe de régulation des médias respecté par la profession, doté de moyens adaptés ;

Aux forces armées bissau-guinéennes :

De se conformer strictement aux règles du droit en cas de conflit avec la presse, de veiller notamment à ce que les auteurs de menaces ou d'actes d'intimidation de journalistes soient identifiés et sanctionnés ;

De reconnaître publiquement l'importance déterminante d'une presse privée vigoureuse, libre et bien informée pour la réussite de la reconstruction de la Guinée-Bissau et d'en garantir la sécurité ;

A la communauté internationale :

De continuer à exercer des pressions graduées sur les différents protagonistes de la transition et, notamment, d'exiger plus fortement le respect des règles du droit dans les conflits éventuels entre les autorités, civiles ou militaires, et la presse ;

A la presse internationale :

De continuer à s'intéresser de près à la situation périlleuse de la Guinée-Bissau et de l'influence grandissante du narcotrafic dans la vie du pays, de manière à maintenir une pression permanente sur les cartels et à "polluer" la plateforme qu'ils se sont créés.